Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Matthieu Renaud, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Mont-Blanc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 11 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Mont-Blanc

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE MONT-BLANC (la « Municipalité ») incluant sa quote-part lui revenant dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 11 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	9 116 336	9 225 142	8 665 164
Compensations tenant lieu de taxes	2	86 257	88 461	91 827
Quotes-parts	3			49 409
Transferts	4	627 399	802 340	6 133 040
Services rendus	5	243 800	243 769	256 096
Imposition de droits	6	692 320	1 006 682	1 220 053
Amendes et pénalités	7	45 000	44 758	48 803
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	169 500	311 830	287 453
Autres revenus	10	58 000	567 273	444 429
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	11 038 612	12 290 255	17 196 274
Charges				
Administration générale	14	1 737 185	1 762 083	2 183 319
Sécurité publique	15	1 565 189	1 905 321	1 494 398
Transport	16	2 703 017	3 627 597	3 482 824
Hygiène du milieu	17	1 861 182	2 163 735	1 992 731
Santé et bien-être	18	7 180	7 706	6 061
Aménagement, urbanisme et développement	19	568 934	501 764	581 802
Loisirs et culture	20	1 332 936	1 401 334	1 369 484
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	670 493	625 811	512 101
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	10 446 116	11 995 351	11 622 720
Excédent (déficit) lié aux activités	25	592 496	294 904	5 573 554
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 080 366	24 506 812
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		30 080 366	24 506 812
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		30 375 270	30 080 366

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 480 366	2 640 201
Débiteurs (note 5)	2	5 922 107	13 597 582
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	10 402 473	16 237 783
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		5 749 594
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 104 782	3 133 361
Revenus reportés (note 11)	12	1 639 622	1 742 815
Dette à long terme (note 12)	13	21 314 815	16 297 945
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	100 849	
	16	24 160 068	26 923 715
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 757 595)	(10 685 932)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	43 702 158	40 457 757
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 284	7 284
Stocks de fournitures	20	331 723	273 958
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	91 700	27 299
	23	44 132 865	40 766 298
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	30 375 270	30 080 366
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	30 375 270	30 080 366
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	30 375 270	30 080 366

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	592 496	294 904	5 573 554
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	4 719 081)	9 063 046)
Produit de cession	3		42 805	69 973
Amortissement	4		1 426 600	1 287 414
(Gain) perte sur cession	5		(40 951)	16 962
Réduction de valeur / Reclassement	6		46 228	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 244 399)	(7 688 697)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(57 765)	(94 148)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(64 403)	(2 274)
	13		(122 168)	(96 422)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(1)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	592 496	(3 071 663)	(2 211 566)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(10 685 932)	(8 474 366)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(10 685 932)	(8 474 366)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 757 595)	(10 685 932)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	294 904	5 573 554
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 426 600	1 287 414
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1	(40 951)	16 963
▪ Réduction de valeur d'immobilisation	3.2	46 227	
	4	1 726 780	6 877 931
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	7 675 475	(5 324 350)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(2 025 281)	(767 351)
Revenus reportés	8	(103 193)	348 056
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(57 765)	(94 148)
Autres actifs non financiers	12	(64 401)	(2 274)
	13	7 151 615	1 037 864
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	4 621 531)(	9 063 046)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	42 805	69 973
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(4 578 726)	(8 993 073)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	)
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	8 521 400	2 215 980
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 452 966)(	1 256 873)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(5 749 594)	5 749 594
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(51 564)	12 485
Autres			
▪	28.1		(2)
	29	(732 724)	6 721 184
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 840 165	(1 234 025)
Solde déjà établi	31	2 640 201	3 874 226
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 640 201	3 874 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 480 366	2 640 201

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 22 mars 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, puis la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant le partenariat auquel elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariat auquel elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers consolidés de la Municipalité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, incluant toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations, et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments Bâtiments - Portion relative aux OMHS	15 et 40 ans 5 à 10 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement - Autres :
 - Représente le solde de la dette à long terme relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement du capital des dettes concernées. Ce montant fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers consolidés de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 480 366	2 640 201
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 4 480 366	2 640 201
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 4 480 366	2 640 201
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 4 139 950	2 640 201
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 1 935 000	817 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	458 796	397 080
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 212 216	10 470 276
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	62 114	1 262 858
Organismes municipaux	13	105 548	20 854
Autres			
▪ Mutations	14.1	787 913	1 087 795
▪ Autres tiers	14.2	295 520	358 719
	15	5 922 107	13 597 582
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 761 979	3 586 908
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 761 979	3 586 908
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	303 719	337 884
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	998 790	6 700 629
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	3 063 718	3 465 923
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	149 708	303 724
	27	4 212 216	10 470 276

Note

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,24 % à 4,45 % et viennent à échéance de 2027 à 2038. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	-	422 606 \$
2026	-	426 369 \$
2027	-	430 076 \$
2028	-	375 530 \$
2029	-	376 932 \$
2030 et plus	-	1 730 466 \$

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 4 539 383 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2024 et celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge était inutilisée.

De plus, en attente de financement à long terme pour certains règlements d'emprunt, la Municipalité dispose, au 31 décembre 2024, des marges de crédits spécifiques, dont les montants autorisés totalisent 8 779 962 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Les marges sont inutilisés au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	279 130	1 796 195
Salaires et avantages sociaux	44	387 707	367 622
Dépôts et retenues de garantie	45	179 501	786 690
Provision pour contestations d'évaluation	46	42 417	
Autres			
▪ TPS	47.1	2 098	3 548
▪ TVQ	47.2	4 185	7 079
▪ Intérêts courus	47.3	173 798	137 707
▪ Prime de départs élus	47.4	35 343	30 065
▪ Courus et passifs	47.5	603	4 455
	48	1 104 782	3 133 361

Note

La valeur comptable des crédeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation, est d'un montant de 668 375 \$.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres	54.1	14 371	24 247
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	791 197	634 756
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	821 779	1 074 537
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	12 275	9 275
	63	1 639 622	1 742 815

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 317 524 \$ (2023 - 332 930 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 177 706 \$ (2023 - 412 505 \$). pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 161 083 \$ (2023 - 171 685 \$) et de 430 464 \$ (2023 - 249 941 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 14 371 \$ (2023 - 24 247 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention. Les montants des rentrées grevés d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 3 000 \$ (2023 - 0 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Municipalité respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 12 876 \$ (2023 - 0 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,50	2026	2054	64	21 454 897	16 171 298
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		215 165
Autres					69		
					70	21 454 897	16 386 463
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(140 082)	(88 518)
					72	21 314 815	16 297 945

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		2 198 020			2 198 020
2026	74		4 219 584			4 219 584
2027	75		4 867 920			4 867 920
2028	76		2 624 103			2 624 103
2029	77		7 478 087			7 478 087
2030 et plus	78		67 183			67 183
	79		21 454 897			21 454 897
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		21 454 897			21 454 897

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025	-	819 800 \$
2026	-	2 878 700 \$
2027	-	3 784 000 \$
2028	-	1 990 900 \$
2029	-	7 155 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	165 958
Régimes de retraite des élus municipaux	89	13 399
	90	179 357
		150 762
		12 491
		163 253

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	100 849
Autres	93.1	
	94	100 849
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	97 550
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	3 299
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	100 849

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Municipalité concernent seulement le désamiantage des bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation : 5,50 %

Période d'actualisation* : 10 ans pour l'hôtel de ville et 5 ans pour le garage/entrepôt municipal

Taux d'inflation : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 110 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	6 896 763	92 185		6 988 948
Eaux usées	102	5 139 226			5 139 226
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	21 481 654	199 031		21 680 685
Autres					
▪ Autres	104.1	1 110 880	480 091		1 590 971
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 473 336	10 596 009	49	14 069 296
Améliorations locatives	107	6 872		541	6 331
Véhicules	108	2 520 254	126 093	61 044	2 585 303
Ameublement et équipement de bureau	109	286 022	9 447	178	295 291
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 095 681	164 686	237	2 260 130
Terrains	111	4 905 183	74 928	1 853	4 978 258
Autres	112	21 575			21 575
	113	47 937 446	11 742 470	63 902	59 616 014
Immobilisations en cours	114	7 104 831	(7 023 389)		81 442
	115	55 042 277	4 719 081	63 902	59 697 456
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 149 214	173 630		2 322 844
Eaux usées	117	2 349 713	130 043		2 479 756
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 887 125	539 211		5 426 336
Autres					
▪ Autres	119.1	454 539	64 524		519 063
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 364 041	200 627	49	2 564 619
Améliorations locatives	122	1 972	2 198	155	4 015
Véhicules	123	812 993	184 916	15 374	982 535
Ameublement et équipement de bureau	124	236 687	14 258	178	250 767
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 306 661	117 193	66	1 423 788
Autres	126	21 575			21 575
	127	14 584 520	1 426 600	15 822	15 995 298
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	40 457 757			43 702 158
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	265 827		265 827	
Amortissement cumulé	130	(31 997)		(31 997)	
Valeur comptable nette	131	233 830			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	7 284	7 284
	135	7 284	7 284
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	7 284	7 284

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	91 700	27 299
Autres			
▪	144.1		
	145	91 700	27 299

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 819 929 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	-	690 910 \$
2026	-	126 904 \$
2027	-	1 267 \$
2027	-	848 \$

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs s'est engagée auprès de différents fournisseurs, la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des engagements suivants ces contrats s'établit à 89 825 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024 -	71 940 \$
2025 -	16 356 \$
2026 -	1 099 \$
2027 -	403 \$
2028 -	27 \$

20. Droits contractuels

La Municipalité possède des droits par contrats auprès de certains partenaires. Le solde des droits contractuels suivant ces contrats s'établit à 90 000 \$ pour 2025.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Municipalité fait l'objet de poursuites de 353 000 \$ de la part de contribuables à titre de compensation pour suspension d'un permis de construction. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige. Le Fonds d'assurance des municipalités du Québec a pris fait et cause dans cette affaire et aucune provision n'a été constituée dans les états financiers consolidés.

La Municipalité fait également l'objet d'une autre poursuite de 116 370 \$ de la part de contribuables à titre de compensation pour l'expropriation d'un lot. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige. Aucune provision n'a été comptabilisée aux livres de la Municipalité.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les opérations sans effet sur la trésorerie comprennent l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un passif à titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations a été constaté pour un montant de 97 550 \$ (2023 - 0 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et la quote-part lui revenant du budget adopté par le partenariat auquel elle participe, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	261 330 \$	319 848 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	- \$	- \$
de 3 à 6 mois	- \$	- \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	58 310 \$	65 064 \$
	319 640 \$	384 912 \$
Moins la provision pour créances douteuses	24 120 \$	26 193 \$
	<u>295 520 \$</u>	<u>358 719 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	26 193 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	(2 073)\$
Montants recouverts	- \$
Solde à la fin	24 120 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	453 531 \$	214 844 \$	- \$	- \$	668 375 \$
Dette à long terme	2 198 020 \$	9 087 504 \$	10 102 190 \$	67 183 \$	21 454 897 \$
	<u>2 651 551 \$</u>	<u>9 302 348 \$</u>	<u>10 102 190 \$</u>	<u>67 183 \$</u>	<u>22 165 689 \$</u>

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	5 749 594 \$	- \$	- \$	- \$	5 749 594 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 938 358 \$	816 754 \$	- \$	- \$	2 755 112 \$
Dette à long terme	1 699 394 \$	7 688 366 \$	6 998 703 \$	- \$	16 386 463 \$
	<u>9 387 346 \$</u>	<u>8 505 120 \$</u>	<u>6 998 703 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>24 891 169 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

L' instrument financier à taux fixe est la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 44 148 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	8 665 164	9 116 336	9 225 142			9 225 142
Compensations tenant lieu de taxes	2	91 827	86 257	88 461			88 461
Quotes-parts	3					602 083	
Transferts	4	578 298	627 399	678 499		7 965	686 464
Services rendus	5	277 867	243 800	239 122		4 647	243 769
Imposition de droits	6	1 148 360	692 320	949 778			949 778
Amendes et pénalités	7	48 754	45 000	44 758			44 758
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	287 241	169 500	311 751		79	311 830
Autres revenus	10	155 252	58 000	143 088		6 287	149 375
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	11 252 763	11 038 612	11 680 599		621 061	11 699 577
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	5 547 792		115 876			115 876
Imposition de droits	16	71 693		56 904			56 904
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	233 399		417 898			417 898
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	5 852 884		590 678			590 678
	22	17 105 647	11 038 612	12 271 277		621 061	12 290 255
Charges							
Administration générale	23	2 127 280	1 737 185	1 715 840	46 243		1 762 083
Sécurité publique	24	1 104 652	1 565 189	1 834 245	71 076		1 905 321
Transport	25	2 773 317	2 703 017	2 793 652	833 945		3 627 597
Hygiène du milieu	26	1 509 833	1 861 182	1 953 947	332 146	479 725	2 163 735
Santé et bien-être	27	6 061	7 180	7 706			7 706
Aménagement, urbanisme et développement	28	573 594	568 934	492 663	9 101		501 764
Loisirs et culture	29	1 294 650	1 332 936	1 305 525	95 809		1 401 334
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	495 582	670 493	608 682		17 129	625 811
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 231 342		1 388 320	(1 388 320)		
	34	11 116 311	10 446 116	12 100 580		496 854	11 995 351
Excédent (déficit) lié aux activités	35	5 989 336	592 496	170 697		124 207	294 904

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 989 336	592 496	170 697	294 904
Moins : revenus d'investissement	2	(5 852 884)	()	(590 678)	(590 678)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	136 452	592 496	(419 981)	(295 774)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	1 231 342		1 388 320	1 426 600
Produit de cession	5	66 500		42 805	42 805
(Gain) perte sur cession	6	(24 103)		(40 951)	(40 951)
Réduction de valeur / Reclassement	7			46 228	46 228
	8	1 273 739		1 390 174	1 474 682
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	100 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	(985 756)	(885 100)	(1 040 824)	(1 098 490)
	18	(885 756)	(885 100)	(1 040 824)	(1 098 490)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(57 047)	()	(108 493)	(108 493)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	528 080		462 228	462 228
Excédent de fonctionnement affecté	21	421 429	504 850	716 871	716 871
Réserves financières et fonds réservés	22	(328 683)	(212 246)	(365 910)	(365 910)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	17 002			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	580 781	292 604	704 696	704 696
	26	968 764	(592 496)	1 054 046	1 080 888
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 105 216		634 065	785 114

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 852 884	590 678	590 678
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	38 146)(	132 184)(	) (132 184)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	) ()
Transport	4 (	7 318 000)(	4 018 459)(	) (4 018 459)
Hygiène du milieu	5 (	1 255 437)(	47 215)(	) (47 215)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	47 488)(	36 120)(	) (36 120)
Loisirs et culture	8 (	304 194)(	485 103)(	) (485 103)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) ()
	11 (	8 963 265)(	4 719 081)(	) (4 719 081)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	) (	) (	) ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) ()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	329 000	6 023 400	6 023 400
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	57 047	108 493	108 493
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	62 500	250 200	250 200
Excédent de fonctionnement affecté	17		34 500	34 500
Réserves financières et fonds réservés	18	48 835	315 368	315 368
	19	168 382	708 561	708 561
	20	(8 465 883)	2 012 880	2 012 880
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 612 999)	2 603 558	2 603 558

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 638 801	4 414 878	65 488	4 480 366
Débiteurs (note 5)	2	13 505 811	5 905 646	16 461	5 922 107
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	16 144 612	10 320 524	81 949	10 402 473
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 700 000			
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 024 717	1 079 786	24 996	1 104 782
Revenus reportés (note 11)	12	1 718 568	1 625 251	14 371	1 639 622
Dettes à long terme (note 12)	13	15 897 662	21 003 733	311 082	21 314 815
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15		100 849		100 849
	16	26 340 947	23 809 619	350 449	24 160 068
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 196 335)	(13 489 095)	(268 500)	(13 757 595)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	39 870 989	43 199 896	502 262	43 702 158
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 284	7 284		7 284
Stocks de fournitures	20	269 227	330 028	1 695	331 723
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	17 953	91 700		91 700
	23	40 165 453	43 628 908	503 957	44 132 865
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 407 996	755 916	44 278	800 194
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 256 457	1 085 769		1 085 769
Réserves financières et fonds réservés	26	2 037 515	2 093 445		2 093 445
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(256 504) (	201 840) (		201 840)
Financement des investissements en cours	28	(2 211 851)	379 351		379 351
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	27 735 505	26 027 172	191 179	26 218 351
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	29 969 118	30 139 813	235 457	30 375 270
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 899 514	2 810 474	2 964 763	2 860 007
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	645 608	615 309	640 440	618 528
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 728 048	4 096 930	4 358 955	3 971 411
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	585 346	573 387	590 516	407 178
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	82 147	61 279	61 279	72 917
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	3 000	(25 984)	(25 984)	32 006
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 381 725	1 494 704	892 621	1 242 935
Transferts	15				
Autres	16	15 600	13 984	13 984	13 765
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	893 996	891 216	891 216	841 677
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 388 320	1 426 600	1 287 415
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	211 132	180 961	180 961	274 881
	22	10 446 116	12 100 580	11 995 351	11 622 720

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	800 194	1 332 756
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 085 769	1 256 457
Réserves financières et fonds réservés	3	2 093 445	2 037 518
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(201 840)	(258 264)
Financement des investissements en cours	5	379 351	(2 211 851)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 218 351	27 923 750
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	30 375 270	30 080 366
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	755 916	1 407 996
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	44 278	(75 240)
	11	800 194	1 332 756
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Sécurité publique	12.1	47 928	342 173
▪ Aqueduc	12.2	167 016	107 329
▪ Bâtiments	12.3	22 084	27 471
▪ Égout	12.4	85 903	124 141
▪ Travaux publics	12.5	91 435	36 234
▪ Matières résiduelles	12.6		88 840
▪ Administration	12.7	271 035	334 498
▪ Promotion et développement	12.8	88 096	68 096
▪ Autres	12.9	312 272	127 675
	13	1 085 769	1 256 457
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 085 769	1 256 457

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve aqueduc	17.1 184 739	163 963
▪ Réserve égout	17.2 115 508	112 679
▪ Réserve Lac Colibri	17.3 17 208	14 174
▪ Réserve voirie	17.4 431 887	377 463
	18 749 342	668 279
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 19 222	42 371
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 1 286 866	1 286 865
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	3
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 38 015	40 000
Autres		
▪	30.1	
	31 1 344 103	1 369 239
	32 2 093 445	2 037 518

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	1 760
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Solde de la dette à long terme pour les activités de fonctionnement	55.1	201 840	256 504
	56	201 840	258 264
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	201 840	258 264

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	2 603 558	401 152
Investissements à financer	65 (	2 224 207)(	2 613 003)
	66	379 351	(2 211 851)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	43 702 158	40 457 757
Propriétés destinées à la revente	68	7 284	7 284
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	43 709 442	40 465 041
Ajustements aux éléments d'actif	73	(13)	
	74	43 709 429	40 465 041
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	21 314 815)(	16 297 945)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	140 082)(	88 518)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	3 761 979	3 586 908
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	201 840	258 264
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	17 491 078)(	12 541 291)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	17 491 078)(	12 541 291)
	83	26 218 351	27 923 750

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	(	)(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	(	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(	)(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	(	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(	)(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	(	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104			
Description des régimes et autres renseignements				
			2024	2023
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105			
Régime de retraite par financement salarial	106			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107			
Régime de retraite à prestations cibles	108			
Autres régimes	109			
	110			

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1	
Description des régimes et autres renseignements				
Employés syndiqués : L'employeur cotise un maximum de 6% du salaire brut dans un REER collectif si l'employé contribue dans la même proportion.				
Employés cadres et directeur général : L'employeur cotise 8% du salaire brut des cadres et directeur général dans un REER individuel, aucune obligation des cadres à cotiser.				
			2024	2023
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	112			
Régime de retraite simplifié	113			
REER	114	165 958	150 762	
Autres régimes	115			
	116	165 958	150 762	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

			2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		5	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminés gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de compte distinct, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 976	3 707
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	13 399	12 491
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	13 399	12 491

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	5 489 199	5 570 178	5 570 178	5 368 375
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 159 394	1 169 875	1 169 875	1 001 515
Activités de fonctionnement	3	241 416	244 914	244 914	340 436
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	184 404	184 470	184 470	189 736
Activités de fonctionnement	8	2 294	2 301	2 301	2 394
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	7 076 707	7 171 738	7 171 738	6 902 456
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	295 643	304 805	304 805	291 118
Égout	13	118 548	114 929	114 929	93 535
Traitement des eaux usées	14	98 183	94 687	94 687	96 854
Matières résiduelles	15	664 874	670 307	670 307	560 453
Autres					
▪ Sûreté du Québec	16.1	811 540	816 449	816 449	685 191
▪ Roulotte et Lac Colibri	16.2	2 620	2 585	2 585	2 592
▪ Chemin Desjardins	16.3				4 397
Centres d'urgence 9-1-1	17	23 000	24 904	24 904	21 888
Service de la dette	18	25 221	24 738	24 738	6 680
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	2 039 629	2 053 404	2 053 404	1 762 708
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 039 629	2 053 404	2 053 404	1 762 708
	27	9 116 336	9 225 142	9 225 142	8 665 164

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	26 000	27 273	26 246
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	28 857	28 857	28 857
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	3 400	3 553	3 419
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	58 257	59 683	58 522
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 120	1 112	1 392
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 029	1 061	918
Taxes d'affaires	38			
	39	2 149	2 173	2 310
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	23 214	23 261	28 063
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	2 637	3 344	2 932
	42	25 851	26 605	30 995
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	86 257	88 461	91 827

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		15 543	119 006
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			551
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	196 879	216 869	173 116
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	11 808	36 561	18 652
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	1 394	1 394	1 522
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	58 000	64 527	76 475
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			2 137
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	5 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	273 081	334 894	342 859
				391 459

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	57 750	57 750	4 585 283
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			491 859
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			400 026
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	58 126	58 126	70 624
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	115 876	115 876	5 547 792

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	155 000	144 288	144 288
Fonds de développement des territoires	134			129 780
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	199 318	199 317	199 317
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			4 473
	139	354 318	343 605	343 605
TOTAL DES TRANSFERTS	140	627 399	794 375	802 340
				6 133 040

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	10 000	10 000	10 000
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	10 000	10 000	10 000
28 924				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		4 647	3 229
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		4 647	3 229

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
		182		
Réseau d'électricité	183			
	184	10 000	10 000	14 647
				32 153

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	6 150	6 512	6 512
	188	6 150	6 512	6 512
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196	38 500	44 522	44 522
Autres	197	3 600	3 473	3 473
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	42 100	47 995	47 995
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	1 000	425	425
	214	1 000	425	425

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	77 000	71 214	71 214
	224	77 000	71 214	71 214
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	107 550	102 607	102 607
Activités culturelles				
Bibliothèques	226		369	369
Autres	227			713
	228	107 550	102 976	102 976
Réseau d'électricité	229			
	230	233 800	229 122	229 122
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	243 800	239 122	243 769
				256 096

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	100 320	107 104	120 002
Droits de mutation immobilière	233	505 000	738 496	927 937
Droits sur les carrières et sablières	234	87 000	161 082	172 114
Autres	235			
	236	692 320	1 006 682	1 220 053
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	45 000	44 758	48 803
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	169 500	311 751	287 453
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		40 951	(16 962)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	35 000	62 867	27 101
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248	21 750	33 566	33 542
Autres	249	1 250	423 602	400 748
	250	58 000	560 986	444 429
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	236 794	234 752		234 752	234 752	219 652
Greffe et application de la loi	2	293 653	250 164		250 164	250 164	221 680
Gestion financière et administrative	3	1 060 174	1 080 821	46 243	1 127 064	1 127 064	1 368 746
Évaluation	4	95 000	95 894		95 894	95 894	101 525
Gestion du personnel	5	35 564	40 818		40 818	40 818	57 851
Autres							
▪ Autres	6.1	16 000	13 391		13 391	13 391	213 865
	7	1 737 185	1 715 840	46 243	1 762 083	1 762 083	2 183 319
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	833 841	835 342		835 342	835 342	781 779
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	701 509	636 320	71 076	707 396	707 396	662 241
Sécurité civile	11	2 950	337 012		337 012	337 012	25 887
Autres	12	26 889	25 571		25 571	25 571	24 491
	13	1 565 189	1 834 245	71 076	1 905 321	1 905 321	1 494 398
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 060 047	1 321 029	682 312	2 003 341	2 003 341	1 750 508
Enlèvement de la neige	15	1 499 725	1 311 504	151 633	1 463 137	1 463 137	1 594 970
Éclairage des rues	16	33 223	40 264		40 264	40 264	43 584
Circulation et stationnement	17	63 997	70 488		70 488	70 488	56 988
Transport collectif							
Transport en commun	18	46 025	48 927		48 927	48 927	36 774
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21		1 440		1 440	1 440	
	22	2 703 017	2 793 652	833 945	3 627 597	3 627 597	3 482 824

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	145 849	140 331	22 609	162 940	162 940	108 634
Réseau de distribution de l'eau potable	24	175 064	124 012	156 176	280 188	280 188	262 117
Traitement des eaux usées	25	129 743	144 386	34 489	178 875	178 875	169 618
Réseaux d'égout	26	119 478	136 892	99 363	236 255	236 255	200 162
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	120 067	159 762	14 103	173 865	148 058	174 394
Élimination	28	339 600	343 267		343 267	343 267	291 861
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	167 533	212 257		212 257	174 932	210 944
Tri et conditionnement	30	98 660	92 941		92 941	92 941	10 922
Matières organiques							
Collecte et transport	31	237 165	300 666		300 666	241 440	283 719
Traitement	32	37 890	37 880		37 880	37 880	77 282
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion							
Autres							
Cours d'eau	37	2 294	1 371		1 371	1 371	1 863
Protection de l'environnement	38	287 839	260 182	5 406	265 588	265 588	201 215
Autres	39						
	40	1 861 182	1 953 947	332 146	2 286 093	2 163 735	1 992 731
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	6 700	7 226		7 226	7 226	6 061
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	44	480	480		480	480	
	45	7 180	7 706		7 706	7 706	6 061

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	451 615	366 666	8 357	375 023	375 023	467 069
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	39 500	38 186	744	38 930	38 930	38 711
Tourisme	50						
Autres	51	77 819	87 811		87 811	87 811	76 022
Autres	52						
	53	568 934	492 663	9 101	501 764	501 764	581 802
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	158 097	162 610	22 882	185 492	185 492	218 013
Patinoires intérieures et extérieures	55	46 762	44 769	7 980	52 749	52 749	57 821
Piscines, plages et ports de plaisance	56	45 360	38 876	770	39 646	39 646	33 678
Parcs et terrains de jeux	57	310 937	308 340	50 036	358 376	358 376	378 011
Parcs régionaux	58	164 497	170 002		170 002	170 002	146 199
Expositions et foires	59						
Autres	60	244 901	254 152		254 152	254 152	206 780
	61	970 554	978 749	81 668	1 060 417	1 060 417	1 040 502
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	181 248	184 222	12 060	196 282	196 282	187 935
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	60 679	58 245	2 081	60 326	60 326	57 799
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	120 455	84 309		84 309	84 309	83 248
	67	362 382	326 776	14 141	340 917	340 917	328 982
	68	1 332 936	1 305 525	95 809	1 401 334	1 401 334	1 369 484

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	626 428	597 217		597 217	614 346	449 097
Autres frais	71	41 065	37 449		37 449	37 449	30 998
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	3 000	(25 984)		(25 984)	(25 984)	32 006
	74	670 493	608 682		608 682	625 811	512 101
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 388 320 (	1 388 320)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 995	1 995	540 181
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			376 453
Conduites d'égout	4			356 894
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			574 767
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	480 091	480 091	304 196
Autres infrastructures	11	141 930	141 930	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	42 582	42 582	6 441 960
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			1 710
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	126 092	126 092	92 064
Ameublement et équipement de bureau	18	9 447	9 447	70 407
Machinerie, outillage et équipement divers	19	164 686	164 686	283 074
Terrains	20	74 928	74 928	21 340
Autres	21	3 677 330	3 677 330	
	22	4 719 081	4 719 081	9 063 046

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 995	1 995	540 181
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			376 453
Conduites d'égout	4			356 894
Autres infrastructures	5	622 021	622 021	878 963
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 095 065	4 095 065	6 910 555
	12	4 719 081	4 719 081	9 063 046

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 196 927	45 400	161 920	1 080 407
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 602 628	5 977 988	968 105	16 612 511
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	12 799 555	6 023 388	1 130 025	17 692 918
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 586 908	563 012	387 941	3 761 979
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 586 908	563 012	387 941	3 761 979
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 586 908	563 012	387 941	3 761 979
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 586 908	563 012	387 941	3 761 979
	19	16 386 463	6 586 400	1 517 966	21 454 897
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21		1 935 000	1 935 000	
Dette à long terme	22	16 386 463	8 521 400	3 452 966	21 454 897

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	21 143 815
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 224 207
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 286 866
Débiteurs	8	3 761 979
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 603 558
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	15 715 619
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	310 986
Endettement net à long terme	14	16 026 605
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	608 365
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	16 634 970
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	16 634 970
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	95 000	95 894	101 525
Autres	3	123 000	124 245	117 174
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 300	6 370	6 013
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	46 025	46 607	36 616
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	971 150	1 080 006	791 260
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	64 000	64 600	71 289
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	34 500	34 991	35 690
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	35 850	36 010	76 722
Activités culturelles	23	5 900	5 981	6 646
Réseau d'électricité	24			
	25	1 381 725	1 494 704	892 621
				1 242 935

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 719 081	8 963 265
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 719 081	8 963 265

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,92	35,00	19 289,25	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,42	35,00	786,50	*****	*****	*****
Cols blancs	3	10,80	35,00	32 224,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	9,22	40,00	19 185,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	30,36		71 484,75	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			174 886	23 998	198 884
	10	37,36			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	678 499	115 876			794 375
	7	678 499	115 876			794 375

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	74 477	76 093
	4	74 477	76 093
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	8 269	18 644
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	8 269	18 644
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	352 580	292 886
Enlèvement de la neige	12	93 258	17 034
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	445 838	309 920
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 003	2 266
Réseau de distribution de l'eau potable	18	48 131	78 651
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	21 661	4 032
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	1 122	1 272
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	71 917	86 221
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	8 042	3 866
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	139	838
	41	8 181	4 704
Réseau d'électricité			
	42		
	43	608 682	495 582

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Réal Tourigny	1.1 Conseiller	10 080	5 040		
Michel Bédard	1.2 Maire suppléant	13 558	6 779	1 154	127
Alain Lauzon	1.3 Conseiller	12 067	6 033		
Jean-Simon Levert	1.4 Maire	36 268	18 134	6 978	3 489
Carol Oster	1.5 Conseiller	12 178	6 089		
Anne Létourneau	1.6 Conseiller	12 067	6 033		
Guy Simard	1.7 Conseiller	12 067	6 033		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	450 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 ☒	☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	392 243 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 ☒	☐
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 177 705 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 52 266 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 86 374 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 450 235 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 99 578 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 26 670 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 16 100 \$
 - Systèmes de drainage 76 3 430 \$
 - Abords de routes 77 22 719 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 168 497 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 618 732 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 12928-03-2025

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-03-04

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 10384-12-2019

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-12-13

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 475

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 200

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

La question 16 s'applique aux MRC seulement

97

X

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-17

Nom du signataire : Matthieu Renaud

Fonction du signataire : directeur général, greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-19

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-18 08:55